

# Le Partenariat transpacifique et le secteur des soins de santé au Canada



## Note d'information

### Unifor et le secteur des soins de santé

Unifor représente plus de 30 000 travailleuses et travailleurs de première ligne dans le domaine de la santé à la grandeur du Canada, que ce soit dans des hôpitaux, des centres de soins de longue durée, des services d'urgence, des services communautaires et sociaux et le régime de soins à domicile. Unifor est un fervent défenseur du système public de santé, de l'amélioration des services hospitaliers et de la mise sur pied d'un programme national d'assurance-médicaments.

### Le problème avec le PTP

Le PTP a été négocié à huis clos sans aucune analyse de ses répercussions sur l'économie du Canada ni participation sérieuse du public. Des études récentes prédisent que le PTP aura des incidences négatives sur l'économie du Canada. Même dans le meilleur des cas, le PTP aura peu ou aucun impact. D'une façon ou d'une autre, les risques posés aux politiques publiques et aux prises de décision au Canada semblent réels et soulèvent de sérieuses préoccupations chez les Canadiennes et Canadiens à plusieurs égards. Par exemple :

- L'inclusion d'un mécanisme de règlement des différends entre investisseurs et États (ISDS) accordera des droits extraordinaires et extrajudiciaires aux sociétés privées leur permettant d'intenter une poursuite contre les gouvernements au sujet de décisions en matière de politiques publiques;
- À moins d'être explicitement exclue de l'accord, l'approche de la « liste négative », qui ouvre les marchés aux investisseurs étrangers et à tous les fournisseurs de services, fait la promotion d'une déréglementation permanente et limite le processus décisionnel gouvernemental à long terme;
- Des réformes sur les brevets et de nouvelles règles en matière de politique numérique mettent en danger autant le prix des médicaments au Canada que la confidentialité des données.

### L'impact du PTP sur le secteur des soins de santé au Canada

L'incidence du PTP sur les prix des médicaments sur ordonnance au Canada n'est que l'un des nombreux aspects controversés de cet accord. D'après Joel Lexchin, expert en politiques sur la santé, le chapitre du PTP sur la propriété intellectuelle (chapitre 18) « contient des droits de caractère monopolistique supplémentaires pour les entreprises pharmaceutiques productrices de médicaments de marque sous forme de brevets à durée prolongée, tout en pérennisant le système coûteux de mise en lien avec le brevet au Canada et en établissant de façon permanente des clauses d'exclusivité des données de longue durée pour les médicaments traditionnels et biologiques »<sup>1</sup> En bref, le PTP accorde de nouveaux droits aux fabricants de médicaments de marque en prolongeant la protection conférée par un brevet au-delà de la période standard de 20 ans et en retardant l'arrivée sur le marché des médicaments génériques à prix modique. Depuis 1997, les médicaments viennent au deuxième rang des dépenses de santé au Canada, alors que les dépenses en médicaments ont enregistré la croissance la plus marquée parmi toutes les catégories majeures de dépenses de santé au cours de la dernière décennie. Le PTP ne ferait qu'empirer les choses.

---

**Unifor exhorte les députés fédéraux à ne pas ratifier l'accord du Partenariat transpacifique. L'approche du Canada à l'égard du commerce mondial et des investissements doit servir à améliorer notre développement social et économique collectif, et être guidé par des principes progressistes de commerce équitable.**

Dans le cadre du PTP, les Canadiennes et Canadiens peuvent s'attendre à ce que les prix des médicaments augmentent de centaines de millions de dollars par année, ce qui alourdirait leur fardeau. Dans le monde entier, le Canada se classe au deuxième rang pour ce qui est des dépenses en médicaments par habitant.<sup>2</sup> Ces coûts accrus accentuent la pression sur les régimes d'assurance-maladie d'employeur et réduisent l'accessibilité des médicaments pour la population. Le plus troublant, c'est l'effet que l'augmentation des prix des médicaments aurait sur les habitantes et habitants des pays à faible revenu, qui sont plus susceptibles de contracter des maladies et des infections. Médecins Sans Frontières et d'autres groupes de protection de la santé partagent également ce point de vue.

Il est inquiétant que les entreprises pharmaceutiques, qui profitent déjà de brevets à longue durée, jouissent de protections supplémentaires aux termes du chapitre du PTP sur les investissements, qui traite explicitement des droits de propriété intellectuelle et qui ne prévoit aucune exemption générale pour des motifs de santé publique. Par conséquent, les entreprises pharmaceutiques pourraient faire respecter leurs droits de brevet par l'intermédiaire des tribunaux qui arbitrent les différends entre des investisseurs et des États. Nous devrions nous attendre à ce qu'elles exercent ces droits. En fait, le fabricant de médicaments Eli Lilly poursuit actuellement le Canada pour 500 millions de dollars devant un tribunal des différends de l'ALENA parce qu'une cour supérieure a invalidé les brevets sur deux produits.

## Protection du secteur des soins de santé au Canada

Le PTP est un mauvais accord pour les Canadiennes et Canadiens, y compris pour le secteur des soins de santé. Unifor estime que :

1. Les dispositions sur la propriété intellectuelle du PTP (et de n'importe quel accord commercial) ne devraient pas entraîner une augmentation des prix des médicaments ou d'autres restrictions abusives sur l'accès public au savoir et à l'information;
2. Un cadre commercial fondé sur des principes et équitable devrait favoriser l'accès aux médicaments qui sauvent des vies et qui combattent la maladie pour toutes les personnes dans le besoin sur la planète, au lieu de le restreindre.

Le traité du Partenariat transpacifique présente des **défauts fondamentaux** et représente une **occasion ratée** pour le Canada de faciliter le commerce mondial équitable, éthique et à l'avantage de tous. Unifor exhorte le gouvernement fédéral de ne pas ratifier le PTP.

<sup>1</sup> Lexchin, Joel. Involuntary Medication: The Possible Effects of the Trans-Pacific Partnership on the Cost and Regulation of Medicine in Canada, Centre canadien de politiques alternatives, 2016.

[https://www.policyalternatives.ca/sites/default/files/uploads/publications/National%20Office/2016/02/Involuntary\\_Medication.pdf](https://www.policyalternatives.ca/sites/default/files/uploads/publications/National%20Office/2016/02/Involuntary_Medication.pdf)

<sup>2</sup> Institut canadien d'information sur la santé, 2014. [https://www.cihi.ca/web/resource/en/nhex\\_2014\\_infosheet\\_fr.pdf](https://www.cihi.ca/web/resource/en/nhex_2014_infosheet_fr.pdf)